Industrie Canada Industry Canada

Canada

www.ic.gc.ca/trimestrielPME

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA PETITE ENTREPRISE

VOLUME 11, N° 4, FÉVRIER 2010

GRANDES *tendances*

- **En juin 2009, le Canada comptait 2 289 329 établissements commerciaux, soit une baisse de 4,06 % par rapport à juin 2008.**
- **Le changement global dans le nombre d'établissements commerciaux de juin 2008 à juin 2009 est attribuable à la baisse du nombre de petites et moyennes entreprises (0,5 % et 0,6 % respectivement) et à la hausse de 1,7 % du nombre de grandes entreprises[1].**
- **Le nombre de salariés a chuté de 2,9 % au troisième trimestre de 2009 par rapport au trimestre correspondant de 2008, soit une perte nette de 421 529 emplois.**
- **Entre le troisième trimestre de 2008 et le trimestre correspondant de 2009, les petites entreprises était en grande partie responsable du recul général de l'emploi (43,9 %). Ces taux s'élevaient à 26,2 % et 29,9 % respectivement pour les moyennes et les grandes entreprises.**
- **Entre août 2008 et septembre 2009, le taux d'approbation du montant partiel ou intégral des prêts s'est élevé à 79 % pour les petites entreprises qui souhaitaient obtenir un financement par emprunt. Le montant moyen de l'emprunt demandé se chiffrait à environ 315 000 $. Le taux d'approbation était moins élevé qu'en 2004 (83 %) et en 2007 (94 %), et le montant moyen demandé était également légèrement plus bas qu'en 2007 (340 000 $).**

[1] **Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés, les entreprises de taille moyenne en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 ou plus.**

L'ÉTAT DE L'ENTREPRENEURIAT *au Canada*

L'entrepreneuriat est un puissant moteur de la croissance économique, de l'emploi, de l'innovation et de la productivité. Au cours des dernières années, l'entrepreneuriat a suscité de plus en plus l'attention et l'intérêt de tous les ordres de gouvernement et des organisations internationales. Dans un rapport récent, Industrie Canada tente d'évaluer le rendement entrepreneurial au Canada au moyen de divers indicateurs comme le nombre d'entreprises créées et fermées, les taux de survie et les mesures de la forte croissance. Le rapport renferme également des comparaisons avec d'autres pays, lesquelles reposent sur des données provenant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Rendement du Canada

Selon le rapport, l'état de l'entrepreneuriat a été stable et relativement solide au Canada. Les indicateurs clés du rendement entrepreneurial sont présentés au tableau 1. Entre 2001 et 2006, le taux de création d'établissements employeurs était supérieur au taux de disparition, ce qui signifie que le bassin d'entreprises ayant un potentiel en entrepreneuriat se renouvelait régulièrement. Le taux de création d'entreprises s'est amélioré, passant de 9 % en 2001 à 12 % en 2006, tandis que le taux de disparition variait entre 8 % et 9 %.

Les données sur les taux de survie ont montré que plus de la moitié des nouvelles entreprises du Canada avaient survécu pendant au moins cinq ans. Environ 87 % des entreprises créées en 2001 avaient survécu jusqu'en 2002 et 65 %, jusqu'en 2004.

(*suite à la page 2*)

Sommaire

Formation en entrepreneuriat 3
Établissements commerciaux 4
Création d'emplois 5
Financement des entreprises 7
Événements récents 8

(*suite de la page 1*)

Ces taux élevés de survie donnent à penser que les entreprises étaient suffisamment productives, innovatrices et ingénieuses pour s'adapter à l'évolution de la conjoncture.

Avoir l'esprit d'entreprise, c'est obtenir de meilleurs résultats que les autres entreprises. Pour vérifier cette hypothèse, on a examiné deux indicateurs : la proportion d'entreprises à forte croissance (celles qui comptent au moins 10 employés et dont la croissance moyenne annualisée est supérieure à 20 % sur une période de trois ans) et la proportion de gazelles (un sous-ensemble d'entreprises à forte croissance qui sont très jeunes, c'est-à-dire qu'elles ont moins de cinq ans, et dont la croissance a été très rapide). Comme le montre le tableau 1, environ 4 % des entreprises canadiennes étaient des entreprises à forte croissance au chapitre de l'emploi, tandis que celles qui ont enregistré une forte croissance au niveau du chiffre d'affaires représentaient entre 7 % et 8 % des entreprises. Les gazelles constituaient une part encore plus petite des entreprises canadiennes – en 2006, 0,5 % des entreprises entraient dans la catégorie des gazelles pour ce qui est de l'emploi et 1,1 %, pour ce qui est du chiffre d'affaires. Bien que le pourcentage d'entreprises à forte croissance et de gazelles ne soit pas élevé, le fait qu'un certain nombre de jeunes entreprises bien établies enregistrent ces niveaux de croissance constitue un bon signe. Selon des recherches effectuées antérieurement par Industrie Canada, les entreprises à forte croissance ont une très grande incidence sur la création d'emplois.

Tableau 1 : Rendement entrepreneurial au Canada, de 2001 à 2006

Indicateur de rendement (%)	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taux de création	9	10	9	10	10	12
Taux de disparition		8	9	8	9	
Taux de survie après un an		87	85	86	85	85
Taux de survie après deux ans			74	73	73	70
Taux de survie après trois ans				65	63	62
Taux de survie après quatre ans					58	53
Taux de survie après cinq ans						51
Proportion d'entreprises à forte croissance (emploi)				4	4	4
Proportion d'entreprises à forte croissance (chiffre d'affaires)				7	7	8
Proportion de gazelles (emploi)						0,5
Proportion de gazelles (chiffre d'affaires)						1,1

Source : *SDBS Indicateurs démographiques des entreprises*, OCDE, StatExtracts.

Comparaisons internationales

Le rapport a également comparé l'activité entrepreneuriale au Canada avec celle de l'Espagne, des États-Unis, du Danemark, de la Nouvelle-Zélande, de la Finlande, de la Hongrie et des Pays-Bas en utilisant les mêmes indicateurs que ceux figurant au tableau 1. En 2005, le taux de création d'entreprises au Canada était légèrement inférieur à celui de la plupart des pays de comparaison, mais les différences étaient faibles. Par exemple, le taux de création d'entreprises manufacturières au Canada arrivait au cinquième rang, avec 6,5 %, comparativement à 7,8 % pour les États-Unis, qui enregistraient le taux le plus élevé. Parallèlement, le taux de disparition d'entreprises canadiennes comptant des employés était inférieur à celui enregistré par la plupart des autres pays étudiés dans le rapport. Le taux de survie des entreprises canadiennes soutenait avantageusement la comparaison avec la plupart des pays étudiés. Par exemple, environ 85 % des entreprises manufacturières du Canada et des États-Unis étaient encore en activité un an après leur création. En outre, même si les différences étaient légères, le rapport indique que par rapport à d'autres pays, la proportion d'entreprises en croissance (les entreprises à forte croissance et les gazelles) dans le secteur canadien de la fabrication était relativement élevée, tandis que la proportion d'entreprises en croissance dans le secteur des services était relativement faible. Enfin, les entreprises à forte croissance représentaient 5 % des entreprises du secteur canadien de la fabrication, comparativement à 4,5 % aux États-Unis.

Même si le rapport brosse un tableau optimiste de l'état de l'entrepreneuriat au Canada, il souligne également des améliorations à apporter. Tout d'abord, le secteur des services au Canada enregistre une moins grande proportion

(*suite à la page 3*)

(*suite de la page 2*)

d'entreprises à forte croissance et de gazelles que dans les autres pays couverts par le rapport. Ensuite, le pourcentage des exportations attribuables aux petites et moyennes entreprises du Canada est inférieur à celui des PME des nations européennes examinées dans le rapport. Le rapport souligne également la nécessité d'améliorer les données afin d'étudier le processus de croissance et d'innovation des entreprises, les différents types d'entrepreneurs et les paramètres déterminants de l'entrepreneuriat.

Le rapport intégral sur l'état de l'entrepreneuriat au Canada sera affiché au printemps 2010 sur le site www.ic.gc.ca/recherchepe.

FORMATION *en entrepreneuriat*

On a accordé beaucoup d'attention à l'entrepreneuriat et à l'importance d'acquérir un avantage entrepreneurial au Canada. Il est donc essentiel que les jeunes entrepreneurs éventuels aient les compétences et le soutien requis. Par conséquent, la formation en entrepreneuriat joue un rôle important dans l'établissement d'un avantage concurrentiel mondial.

Au fil des ans, la formation en entrepreneuriat a évolué, allant au-delà de son objectif de départ qui était la création d'entreprises à risque, pour mettre l'accent sur l'acquisition d'un comportement et de compétences en entrepreneuriat. On a également accordé une attention au renforcement des compétences en affaires et des compétences en planification théorique et stratégique, dans le but d'offrir une formation en entrepreneuriat dans diverses disciplines.

Industrie Canada vient de mener une enquête auprès des universités et collèges canadiens afin d'établir le cadre dans lequel la formation en entrepreneuriat est offerte au Canada, domaine où l'absence de données globales détaillées est flagrante.

Le taux de réponse à l'enquête a été de 35 %. L'échantillon comprenait 36 universités et 31 collèges, représentant plus de 50 % de l'ensemble de la population des étudiants de premier cycle au Canada entre 2007 et 2008. L'enquête était divisée en six volets, afin d'évaluer de manière générale l'offre d'une option en entrepreneuriat aux étudiants et l'encouragement à suivre cette formation. Le tableau 2 présente un résumé de chaque volet, ainsi que quelques conclusions clés.

Tableau 2 : Enquête sur la formation en entrepreneuriat

Volet (y compris des éléments particuliers)	Constatations clés
Stratégie : énoncés de mission; objectifs écrits; politiques visant à renforcer la formation en entrepreneuriat au sein de l'établissement; personnes clés au sein de la haute direction responsables de l'atteinte de ces objectifs; responsables de l'appui aux activités d'entrepreneuriat	• 40 % des établissements n'avaient pas établi d'objectif concernant la formation en entrepreneuriat • 28 % des établissements avaient souligné le besoin d'offrir une formation en entrepreneuriat sur le campus
Infrastructure de l'établissement : présence de centres d'entrepreneuriat, d'incubateurs, de bureaux de transfert de la technologie et de départements d'entrepreneuriat	• 47 % des établissements étaient dotés d'un centre d'entrepreneuriat • 25 % des établissements disposaient d'incubateurs d'entreprises
Ressources: contribution de fonds internes et externes, de sources rémunératrices et du budget de formation en entrepreneuriat à la formation en entrepreneuriat	• 66 % des établissements n'avaient aucun fonds prévu spécialement pour appuyer les objectifs en entrepreneuriat • 48 % des établissements finançaient la formation en entrepreneuriat au moyen d'un financement à court terme (engagement de un à deux ans)
Enseignement et apprentissage : cours et programmes menant à un diplôme; facultés et domaines offrant une formation en entrepreneuriat; activités hors programme	• En général, plus de cours en entrepreneuriat sont offerts au niveau du premier cycle • Dans la majorité des établissements, les cours ont été offerts par les facultés d'administration des affaires et du génie, limitant l'accès aux étudiants d'autres facultés
Perfectionnement : procédures employées pour évaluer les progrès de la formation en entrepreneuriat; formation des professeurs	• 23 % des établissements avaient mis en place des procédures officielles pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des objectifs établis et des stratégies de formation en entrepreneuriat • La majorité des établissements n'exigeait pas que le personnel universitaire possède une expérience en entrepreneuriat, mais 80 % d'entre eux ont demandé à des entrepreneurs et à des professionnels de venir en classe
Sensibilisation : liens avec des intervenants externes à l'appui des activités d'entrepreneuriat; options disponibles pour le transfert des connaissances à la société	• Plus de 80 % des établissements avaient établi des liens avec des entrepreneurs et des entreprises privées afin d'offrir un accès à des activités axées sur la pratique • 41 % des établissements n'avaient pas établi de liens avec des investisseurs en vue d'offrir des options de financement aux étudiants intéressés par l'entrepreneuriat

Source : Industrie Canada, *Enquête sur la formation en entrepreneuriat*, 2009.

(*suite à la page 4*)

(*suite de la page 3*)

Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête soulèvent deux préoccupations relativement à la mise en place de la formation en entrepreneuriat dans les établissements canadiens. La première préoccupation a trait à l'accès limité des étudiants à la formation en entrepreneuriat et au manque de formation offerte. Près de 40 % des établissements interrogés ne disposaient pas d'une stratégie à long terme pour offrir une formation en entrepreneuriat sur le campus. De plus, les résultats indiquent que les cours en entrepreneuriat sont principalement offerts dans les facultés d'administration des affaires et de génie. Bien que des efforts soient déployés pour encourager et appuyer les possibilités d'entrepreneuriat sur le campus, seulement 28 % des établissements avaient pour objectif d'offrir de telles possibilités aux étudiants dans toutes les facultés.

La deuxième préoccupation a trait au soutien limité aux premières étapes de l'entrepreneuriat sur le campus. Plus de 80 % des établissements ont indiqué qu'une partie de leurs diplômés avaient manifesté un intérêt à l'égard d'une formation en entrepreneuriat en participant à des concours de plans d'affaires, et à l'égard des incubateurs et des stages dans des entreprises en démarrage, mais plus de 40 % des établissements n'entretenaient aucun lien externe avec des investisseurs afin d'offrir un soutien financier adéquat à ces entrepreneurs intéressés. En outre, seulement 18 % des établissements avaient assuré le suivi du nombre et de la croissance des entreprises lancées par des diplômés et étaient en mesure de fournir une aide à ceux-ci à l'étape du démarrage.

Le rapport intégral concernant l'enquête sur la formation en entrepreneuriat sera disponible au printemps 2010.

ÉTABLISSEMENTS *commerciaux*

Selon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le Canada comptait 2 289 329 établissements commerciaux[1] en juin 2009 (tableau 3), soit une baisse de 4,06 % par rapport à juin 2008. Au cours de cette période, le nombre d'entreprises dans la catégorie « entreprises indéterminées »[2] a baissé de 91 159, soit 7,01 %.

Au cours de la même période, le nombre d'établissements employeurs, qui s'établissait à 1 085 719 en juin 2008, a diminué de 5 825. Ce changement général est attribuable à une baisse de 0,5 % du nombre de petites entreprises (moins de 100 employés), à une baisse de 0,6 % du nombre d'entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés) et à une hausse de 1,7 % du nombre de grandes entreprises (plus de 500 employés).

En juin 2009, les petites entreprises représentaient 97,9 % des établissements employeurs, la majorité d'entre elles (54,8 %) étant des micro-entreprises (moins de cinq employés). Les entreprises de taille moyenne représentaient 1,8 % des établissements employeurs, comparativement à 0,3 % pour les grandes. Ces chiffres n'avaient guère changé par rapport à juin 2008.

Environ 46,8 % des petites entreprises évoluaient dans quatre secteurs : commerce de détail (12,2 %); autres services (11,9 %); construction (11,4 %); et services professionnels, scientifiques et techniques (11,3 %). Les entreprises de taille moyenne étaient concentrées dans les secteurs de la fabrication (17,4 %), du commerce de détail (15 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (10,2 %). Les grandes entreprises évoluaient principalement dans les secteurs des services d'enseignement (14,3 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (12,9 %) et de la fabrication (12,6 %).

---

[1] Pour être inclus dans le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, il faut répondre à l'un des critères suivants :

- compter au moins un employé rémunéré (les retenues sur la paie étant remises à l'Agence du revenu du Canada),
- réaliser un chiffre d'affaires annuel de 30 000 $,
- ou être constituée en société et avoir produit une déclaration fédérale de revenus des sociétés au moins une fois au cours des trois dernières années.

Certains établissements commerciaux peuvent appartenir à la même entreprise et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial.

[2] Dans le *Registre des entreprises*, la catégorie « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui n'ont pas de compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille ou des propriétaires.

(*suite à la page 5*)

(*suite de la page 4*)

Tableau 3 : Établissements commerciaux selon le nombre d'employés et l'industrie, juin 2009

			Établissements avec employés											
				Nombre d'employés								Répartition (%)		
Secteur industriel	**Total général**	**Entreprises indéterminées[1]**	**Total**	**1-4**	**5-9**	**10-19**	**20-49**	**50-99**	**100-199**	**200-499**	**500+**	**1-99**	**100-499**	**500+**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	166 120	116 741	49 379	35 329	7 705	3 705	1 915	485	180	49	11	4,6	1,1	0,4
Exploitation minière, exploitation de carrières et extraction de pétrole et de gaz	18 646	8 676	9 970	5 630	1 405	1 231	973	372	181	119	59	0,9	1,5	2,0
Services publics	2 257	960	1 297	425	271	234	151	93	51	39	33	0,1	0,4	1,1
Construction	263 628	141 899	121 729	71 725	26 301	13 048	7 455	2 050	782	294	74	11,4	5,4	2,5
Fabrication	85 791	30 074	55 717	18 816	11 422	9 243	8 456	3 901	2 248	1 254	377	4,9	17,4	12,6
Commerce de gros	108 432	46 023	62 409	28 386	14 327	10 228	6 495	1 878	728	296	71	5,8	5,1	2,4
Commerce de détail	199 870	67 877	131 993	51 251	39 997	22 337	11 157	4 139	2 192	816	104	12,2	15,0	3,5
Transport et entreposage	125 278	75 503	49 775	32 373	7 279	4 669	3 359	1 135	500	329	131	4,6	4,1	4,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	31 646	18 372	13 274	6 691	2 323	1 672	1 521	531	289	151	96	1,2	2,2	3,2
Finance et assurances	121 291	86 108	35 183	19 094	6 029	4 082	4 239	829	430	285	195	3,2	3,6	6,5
Services immobiliers, location et location à bail	193 483	153 285	40 198	26 603	7 162	3 601	1 962	528	203	98	41	3,8	1,5	1,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	306 163	185 879	120 284	89 432	15 008	8 590	4 768	1 434	612	323	117	11,3	4,7	3,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	94 512	79 543	14 969	8 981	2 140	1 377	1 173	575	310	237	176	1,3	2,7	5,9
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	103 666	53 776	49 890	26 076	10 988	6 006	3 966	1 443	796	437	178	4,6	6,1	6,0
Services d'enseignement	23 320	11 051	12 269	5 245	2 410	1 853	1 370	502	247	213	429	1,1	2,3	14,3
Soins de santé et assistance sociale	106 348	19 406	86 942	47 688	18 370	10 450	5 859	2 131	1 314	745	385	8,0	10,2	12,9
Arts, spectacles et loisirs	38 153	20 983	17 170	7 773	3 701	2 497	1 949	728	335	125	62	1,6	2,3	2,1
Hébergement et services de restauration	98 232	25 211	73 021	20 063	17 505	16 803	12 920	4 364	978	321	67	6,8	6,5	2,2
Autres services (sauf les administrations publiques)	194 365	67 849	126 516	88 833	22 438	9 567	4 064	980	404	185	45	11,9	2,9	1,5
Administrations publiques	8 128	219	7 909	1 640	1 372	1 319	1 473	761	588	416	340	0,6	5,0	11,4
Tous les secteurs industriels	**2 289 329**	**1 209 435**	**1 079 894**	**592 054**	**218 153**	**132 512**	**85 225**	**28 859**	**13 368**	**6 732**	**2 991**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Proportion des établissements avec employés			**100,0 %**	**54,8 %**	**20,2 %**	**12,3 %**	**7,9 %**	**2,7 %**	**1,2 %**	**0,6 %**	**0,3 %**			

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, juin 2009.

[1] Dans le *Registre des entreprises*, la catégorie « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui n'ont pas de compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille ou des propriétaires.

CRÉATION *d'emplois*

Selon l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* de Statistique Canada, le nombre de salariés a baissé de 2,9 % au troisième trimestre de 2009 par rapport au trimestre correspondant de 2008 (tableau 4). Il s'agit d'une perte nette de 421 529 emplois, le nombre total de salariés au Canada s'établissant à 14 264 725. Les baisses de l'emploi se sont produites dans presque toutes les catégories de taille d'entreprise examinées. Plus précisément, l'emploi dans les petites entreprises a diminué de 3,1 %, tandis que dans les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises, il a baissé de 4,9 % et 1,9 % respectivement. C'est la baisse de l'emploi dans les petites entreprises qui a contribué le plus au recul général de l'emploi (43,9 %) comparativement à des taux de 26,2 % et de 29,9 % respectivement pour les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises.

(*suite à la page 6*)

(*suite de la page 5*)

L'emploi a reculé dans chaque province et territoire, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, où le nombre d'emplois de salariés s'est accru de 3,7 %. L'Alberta a enregistré la plus forte baisse de l'emploi (-4,8 %), suivie de la Colombie-Britannique (-4 %), de l'Ontario (-3,7 %) et du Yukon (-3,3 %). L'emploi au Québec a baissé légèrement (-0,8 %) et a stagné en Saskatchewan (-0,3 %). En nombre d'emplois, c'est l'Ontario qui a affiché la plus grande perte (206 182 emplois), ce qui représente près de la moitié des pertes d'emplois du pays et près de deux fois et demie la perte d'emplois enregistrée en Alberta, qui arrive en deuxième position.

Par rapport au trimestre correspondant de 2008, l'emploi dans les petites entreprises au troisième trimestre de 2009 a chuté dans tout le pays, sauf au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest et à Terre-Neuve-et-Labrador. Les petites entreprises du Yukon ont affiché la plus grande perte d'emplois (-6,1 %), suivies de celles de l'Alberta (-5,4 %), de la Colombie-Britannique (-4,8 %) et de l'Ontario (-3,5 %).

Tableau 4 : Variation sur 12 mois[1] de l'emploi rémunéré[2], selon la province et le territoire, troisième trimestre de 2009

	Variation		% de la contribution à la variation totale (nombre d'employés)								
Trimestre	**%**	**Emplois**	**0-4**	**5-19**	**20-49**	**50-99**	***0-99***	**100-299**	**300-499**	***100-499***	**500+**
T3 2008	1,6	232 081	2,8	1,9	11,0	11,4	*27,0*	-0,4	13,9	*13,6*	59,4
T4 2008	1,0	142 488	-1,1	7,5	6,2	3,7	*16,3*	0,0	5,4	*5,4*	78,3
T1 2009	-0,8	-109 650	16,0	30,1	10,6	27,6	*84,2*	36,4	6,0	*42,4*	-26,7
T2 2009	-2,3	-341 239	14,9	9,1	11,6	17,8	*53,4*	13,3	12,3	*25,6*	21,0
T3 2009	-2,9	-421 529	-3,9	18,3	13,0	16,5	*43,9*	13,4	12,8	*26,2*	29,9
Province ou territoire			**Taux de croissance (%)**								
Terre-Neuve-et-Labrador	-2,4	-4 747	-0,8	0,6	3,3	-2,9	*0,4*	-1,5	20,9	*3,9*	-6,1
Île-du-Prince-Édouard	3,7	2 336	-3,5	-1,0	5,9	-8,0	*-0,6*	-22,2	-15,6	*-20,9*	18,4
Nouvelle-Écosse	-1,7	-6 772	-0,3	-2,7	-0,8	-4,9	*-2,2*	-1,5	7,9	*1,3*	-2,2
Nouveau-Brunswick	-1,7	-5 333	-0,5	-0,1	-2,5	0,1	*-0,8*	1,5	5,8	*2,7*	-3,6
Québec	-0,8	-27 142	3,9	-4,1	-1,2	-2,8	*-1,8*	-1,5	-8,1	*-3,4*	1,1
Ontario	-3,7	-206 182	1,7	-3,3	-4,1	-6,8	*-3,5*	-4,3	-8.2	*-5,4*	-3,2
Manitoba	-1,8	-10 274	2,3	-1,3	-3,1	2,5	*-0,5*	-0,3	-1,0	*-0,5*	-3,2
Saskatchewan	-0,3	-1 135	2,2	-1,2	2,8	-3,1	*-1,8*	6,2	-15,3	*-2,7*	-0,4
Alberta	-4,8	-85 036	-1,0	-4,4	-5,9	-10,7	*-5,4*	-7,6	-15,7	*-10,1*	-2,3
Colombie-Britannique	-4,0	-75 920	1,8	-6,1	-6,0	-7,0	*-4,8*	-4,8	-7,4	*-5,5*	-2,4
Yukon[3]	-3,3	-674	1,7	-2,4	-8,3	-21,1	*-6,1*	-7,4	—	*-40,7*	—
Territoires du Nord-Ouest	-1,7	-477	-7,9	3,5	-7,2	16,4	*1,4*	4,5	-38,6	*-10,2*	-0,5
Nunavut[3]	-1,6	-172	-4,2	-6,1	-10,9	27,4	*2,1*	19,1	—	*-12,2*	—
Total – Canada	**-2,9**	**-421 529**	**1,7**	**-3,8**	**-3,4**	**-5,6**	***-3,1***	**-3,6**	**-8,2**	***-4,9***	**-1,9**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail,* septembre 2009.

Note : L'emploi selon la taille de l'entreprise diffère selon qu'il s'agit de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ou de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH). L'EPA répartit les entreprises selon la taille de l'établissement tandis que l'EERH, généralement utilisée dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, répartit les établissements selon l'entreprise à laquelle ils appartiennent. Par conséquent, un établissement qui compte moins de 100 employés dans une entreprise sera considéré comme un petit établissement dans l'EPA, mais sera considéré comme une entreprise dans les données de l'EERH (une entreprise de taille moyenne ou une grande entreprise).

[1] La variation sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

[2] Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

[3] Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus au Yukon et au Nunavut sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et au territoire.

FINANCEMENT *des entreprises*

Enquête sur les conditions du crédit de septembre 2009

L'opinion selon laquelle les turbulences financières ont accru les problèmes de financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) est largement répandue. Toutefois, on dispose de très peu d'information fiable à l'appui de cette affirmation. La plupart des enquêtes recueillent des impressions subjectives auprès des PME sur la disponibilité du financement, sans leur demander si elles ont cherché à obtenir un financement et l'ont obtenu. Pour combler cette lacune, Industrie Canada a réalisé auprès de 3 200 petites entreprises du pays une enquête s'inspirant en grande partie de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de Statistique Canada.

Parmi les petites entreprises, 14 % ont cherché à obtenir un financement par emprunt entre août 2008 et septembre 2009 (tableau 5), ce qui est inférieur au taux rapporté en 2004 (21 %) et en 2007 (16 %). Le taux d'approbation du montant partiel ou intégral des prêts s'élevait à 79 %, en baisse par rapport au taux de 83 % en 2004 et de 94 % en 2007. Le montant moyen demandé s'établissait à environ 315 000 $, soit un montant légèrement inférieur à celui de 340 000 $ enregistré en 2007.

Selon des recherches antérieures, les entreprises jeunes et de petite taille ont généralement plus de difficulté à obtenir un financement par emprunt. Par conséquent, elles sont plus vulnérables en période de resserrement des conditions du crédit. Selon les résultats de l'enquête de 2009, les problèmes de financement des entreprises jeunes et petites se sont aggravés en raison de la crise financière. Ainsi, les entreprises créées il y a moins de cinq ans ont obtenu un taux d'approbation du montant partiel et intégral de 58 % en 2009, comparativement à 80 % en 2004 et à 94 % en 2007. Le taux d'approbation du montant partiel ou intégral pour les entreprises comptant moins de cinq employés s'élevait à 70 % en 2009, alors qu'il était de 83 % en 2004 et de 92 % en 2007.

Les modalités des prêts influent également sur l'accessibilité au financement. La baisse du taux d'intérêt moyen, qui est passé d'environ 7,5 % en 2007 à 6,2 % en 2009, reflète en partie la chute du taux du financement à un jour de la Banque du Canada, qui est passé de 4,5 % en 2007 à 0,5 % en 2009. Entre-temps, la prime de risque (c'est-à-dire la différence entre le taux accordé et le taux de base des prêts aux entreprises de la Banque du Canada) imposée par les institutions financières pour tenir compte de leur perception du risque lié aux prêts aux petites entreprises a plus que doublé, passant de 1,2 % en 2007 à 3,1 % en 2009. Par ailleurs, le pourcentage d'entreprises tenues de donner un bien en garantie pour obtenir leur prêt s'est accru, passant de 50 % en 2007 à 67 % en 2009.

L'emprunt ne constitue pas le seul instrument de financement à la disposition des PME; le crédit-bail s'avère également un important moyen de financement. En 2004 et 2007, 4 % et 8 % respectivement des PME ont cherché à obtenir un crédit-bail, comparativement à seulement 1 % en 2009. Le taux d'approbation du crédit-bail a également chuté, passant de 94 % en 2004 et 2007 à 55 % en 2009.

Selon les données de l'enquête, la crise financière a nui au financement des PME et a eu une incidence particulièrement forte sur les jeunes et les petites entreprises. En outre, les problèmes de financement ont touché non seulement le marché du crédit, mais aussi celui du crédit-bail.

Pour plus d'information au sujet de l'*Enquête sur les conditions du crédit*, visitez www.pme-prf.qc.ca/eic/site/sme_fdi-prf_pme.nsf/fra/h_02192.html.

Tableau 5 : Taux de demande de financement et d'approbation, 2009

	Taux de demande		Taux d'approbation*
	Total (%)	Financement par emprunt (%)	Financement par emprunt (%)
Général	16	14	79
Secteur industriel			
Construction	15	13	89
Hébergement et services de restauration	18	16	81
Fabrication	27	24	87
Primaire	29	26	86
Services professionnels	10	9	76
Transport et entreposage	23	20	79
Commerce de gros et de détail	17	15	70
Autres	12	9	83
Âge de l'entreprise (années)			
0-5	23	22	58
6-10	19	18	90
11-20	15	13	85
Plus de 21	13	11	80
Taille de l'entreprise (employés)			
1-4	12	11	70
5-9	18	16	89
10-19	21	18	85
Plus de 20	40	36	79

Source : Industrie Canada, *Enquête sur les conditions du crédit*, 2009.
* Montant partiel ou intégral.

ÉVÉNEMENTS *récents*

CANADEXPORT :
Des avis commerciaux judicieux d'une source fiable

En tant que cybermagazine officiel du Service des délégués commerciaux du Canada, *CanadExport* offre des avis judicieux aux entreprises grâce à des balados audio et à des articles présentant des spécialistes commerciaux et des entrepreneurs.

Visitez www.canadexport.gc.ca pour écouter plus de 20 balados audio et lire des centaines d'articles sur des questions se rapportant au commerce international.

Pour en savoir plus sur le Service des délégués commerciaux du Canada, vaste réseau de professionnels du commerce international, consultez le site www.deleguescommerciaux.gc.ca.

RAPPORT DE L'OCDE :
Measuring Entrepreneurship: A Collection of Indicators, 2009 Edition

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Eurostat ont diffusé leur deuxième publication annuelle conjointe, intitulée *Measuring Entrepreneurship: A Collection of Indicators, 2009 Edition*. La publication fournit des données uniformes sur les démarrages d'entreprises, la survie et les entreprises en croissance, y compris les gazelles (jeunes entreprises à forte croissance). Cette année, un plus grand nombre de pays ont été inclus (23) et des indicateurs supplémentaires sont utilisés. Le rapport présente également des données plus opportunes sur certains indicateurs pour déterminer l'incidence du ralentissement économique dans les pays. On peut consulter le rapport à www.oecd.org (en anglais seulement).

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise
Direction générale de la petite entreprise et du tourisme

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la petite entreprise et du tourisme d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner ou modifier l'information de votre abonnement antérieur, faites votre demande à l'adresse www. ic.gc.ca/statistiquesPME/abonnement. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Manique Weerasinghe
Courriel : ranmalmanique.weerasinghe@ic.gc.ca
Direction générale de la petite entreprise et du tourisme
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : 613-941-1462
Télécopieur : 613-946-1035
Site Web : www.ic.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction. À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faites parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc.pwgsc.gc.ca

N° de cat. C12-18/11-4F-PDF

ISSN 1205-9099

60701